



## **PREFECTURE DE LA SEINE-ET-MARNE**

**DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES  
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
MINES-CARRIÈRES**

**Arrêté préfectoral n° 03 DAI 2M 019  
autorisant la société LES SABLIERES DE  
SAINT SAUVEUR LES BRAY à exploiter  
une carrière à ciel ouvert de sables et  
graviers sur le territoire de la commune de  
SAINT SAUVEUR LES BRAY**

**Le Préfet de Seine et Marne,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU le code de l'environnement,**

**VU la loi 2001.44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et son décret d'application 2002.89 du 16 janvier 2002,**

**VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application du titre Ier du livre V du code de l'environnement,**

**VU le décret n°93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article L214-3 du code de l'environnement,**

**VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,**

**VU l'arrêté ministériel du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation de garanties financières,**

**VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,**

**VU la circulaire du Ministère de l'Environnement du 2 juillet 1996 concernant l'application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,**

**VU la circulaire du Ministère de l'Environnement du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières,**

**VU l'arrêté préfectoral 88 DAE 2M CAR 009 du 19 avril 1988 autorisant la SA Sablières de Saint Sauveur les Bray à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers de 64 ha environ sur le territoire de la commune de Saint-Sauveur-les Bray pour 15 ans,**

**VU l'arrêté préfectoral 98 DAE 2M 071 du 3 novembre 1988 concernant des prescriptions complémentaires,**

VU l'arrêté préfectoral 2002/DDAF/SFEE/412 du 19 septembre 2002 portant autorisation de défrichement sur le territoire de la commune de Saint-Sauveur-les-Bray et notamment l'échéancier des surfaces à défricher,

VU la demande en date du 22 novembre 2002 par laquelle Madame CHARLE Anne-Marie, agissant en qualité de Président Directeur Général, sollicite l'autorisation d'exploiter à ciel ouvert une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Saint-Sauveur-Les Bray,

VU les avis exprimés au cours de la consultation administrative,

VU les avis exprimés au cours de l'enquête publique,

VU le mémoire en réponse de l'exploitant aux observations formulées au cours de l'enquête publique en date du 25 février 2003,

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur date du 14 mars 2003,

VU l'avis et les propositions du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Ile-de-France en date du 9 mai 2003,

Vu la lettre de la Société les Sablières de Saint-Sauveur-les-Bray en date du 2 juin 2003.

VU l'avis motivé de la Commission Départementale des Carrières émis lors de sa réunion du 13 juin 2003,

Vu le projet d'arrêté préfectoral notifié à l'exploitant le 16 juin 2003 qui n'a pas formulé d'observation,

Considérant qu'aux termes de l'article L512.1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état de la carrière, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature et de l'environnement et la conservation des sites et des monuments,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

## CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER

### Article I-1 : Autorisation

La société SABLIERES DE SAINT-SAUVEUR-LES-BRAY, dont le siège social est situé Route de Bray à Saint-Sauveur-les-Bray, est autorisée dans les conditions fixées par le présent arrêté :

- à exploiter une carrière de sables et graviers sur une superficie d'environ 71 ha du territoire de la commune de Saint-Sauveur-Les-Bray.

### Article I-2 : Rubriques de classement au titre des Installations classées

L'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes de traitement relèvent des rubriques de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement conformément au tableau ci-dessous :

Numéro	Activité	Régime
2510-1	Exploitation de carrière de sables et graviers. Superficie totale : 71 ha 36 a 36 ca Dont extension 6ha 69a 3ca Production moyenne : 100 000 t/an Production maximum : 150 000 t/an Durée : 8ans	Autorisation
1430 et 1432	Dépôt de liquides inflammables ( 1 cuve de fioul de 10.000 litres) Coef 1/5	nc
2930	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et d'engins à moteur de 150 m <sup>2</sup>	nc

A = Autorisation

D = Déclaration

### Rubriques de classement au titre des activités eau (pour mémoire)

Désignation de l'activité (ou de l'installation)	Rubrique de la nomenclature	Régime
Exploitation d'une carrière de sables et graviers alluvionnaires	4.4.0	A
Création d'un plan d'eau > 3 ha	2.7.0	A
Prélèvement, installation et ouvrages permettant le prélèvement y compris par dérivation dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe (d'un débit total égal ou supérieur à 5 % du débit ou à défaut du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau	2.1.0	A

### Article I-3 : Caractéristiques de la carrière

## TABLEAUX PARCELLAIRES

**Tableau A : Terrains concernés par la demande  
de modification des conditions de remise en état**

Commune	Section	Numéro de parcelle (*)	Lieu-dit	Surface totale de la parcelle (en m <sup>2</sup> )	Surface de la demande (en m <sup>2</sup> )
St-Sauveur-lès-Bray	C	132	La Grande Prairie	130	13
St-Sauveur-lès-Bray	C	133pp	La Grande Prairie	150000	13403
St-Sauveur-lès-Bray	C	135	Le Bois de la Prairie	1820	182
St-Sauveur-lès-Bray	C	138 pp	Le Bois de la Prairie	1690	61
St-Sauveur-lès-Bray	C	139 pp	Le Bois de la Prairie	700	35
St-Sauveur-lès-Bray	C	141	Le Bois de la Prairie	5710	571
St-Sauveur-lès-Bray	C	142 pp	Le Bois des Vergers	18060	1667
St-Sauveur-lès-Bray	C	143 pp	Le Bois des Vergers	29930	484
St-Sauveur-lès-Bray	C	145	La Grande Pièce	92500	9250
St-Sauveur-lès-Bray	C	158	La Prairie	1200	120
St-Sauveur-lès-Bray	C	159	La Prairie	1434	143
St-Sauveur-lès-Bray	C	160	La Prairie	8565	856
St-Sauveur-lès-Bray	C	161	La Prairie	17500	1750
St-Sauveur-lès-Bray	C	162	La Prairie	1255	125
St-Sauveur-lès-Bray	C	163	La Prairie	485	48
St-Sauveur-lès-Bray	C	165	La Prairie	1280	128
St-Sauveur-lès-Bray	C	168	La Prairie	2910	291
St-Sauveur-lès-Bray	C	170	La Prairie	10030	1003
St-Sauveur-lès-Bray	C	171	La Prairie	3365	336
St-Sauveur-lès-Bray	C	172	La Prairie	785	78
St-Sauveur-lès-Bray	C	173	La Prairie	16055	1605
St-Sauveur-lès-Bray	C	174	La Prairie	3960	396
St-Sauveur-lès-Bray	C	175	La Prairie	1645	164
St-Sauveur-lès-Bray	C	176	La Prairie	6370	637
St-Sauveur-lès-Bray	C	177	La Prairie	2330	233
St-Sauveur-lès-Bray	C	178	La Prairie	3255	325
St-Sauveur-lès-Bray	C	179	La Prairie	218	21
St-Sauveur-lès-Bray	C	180	La Prairie	2400	240
St-Sauveur-lès-Bray	C	181	La Prairie	850	85
St-Sauveur-lès-Bray	C	182	La Prairie	1340	134
St-Sauveur-lès-Bray	C	183	La Prairie	940	94
St-Sauveur-lès-Bray	C	184	La Prairie	835	83
St-Sauveur-lès-Bray	C	185	La Prairie	670	67
St-Sauveur-lès-Bray	C	186	Pièce Michaud	1840	184
St-Sauveur-lès-Bray	C	187	Pièce Michaud	1645	164
St-Sauveur-lès-Bray	C	188	Pièce Michaud	2180	218
St-Sauveur-lès-Bray	C	189	Pièce Michaud	10475	1047
St-Sauveur-lès-Bray	C	190	Pièce Michaud	1190	119
St-Sauveur-lès-Bray	C	191	Pièce Michaud	24160	2416
St-Sauveur-lès-Bray	C	192	Pièce Michaud	450	45
St-Sauveur-lès-Bray	C	193	Pièce Michaud	1365	136
St-Sauveur-lès-Bray	C	194	Pièce Michaud	3410	341
St-Sauveur-lès-Bray	C	195	Pièce Michaud	3915	391
St-Sauveur-lès-Bray	C	196	Pièce Michaud	1185	118
St-Sauveur-lès-Bray	C	197	Pièce Michaud	1610	161

St-Sauveur-lès-Bray	C	198	Pièce Michaud	6250	62
St-Sauveur-lès-Bray	C	199	Pièce Michaud	1085	10
St-Sauveur-lès-Bray	C	200	Pièce Michaud	4160	41
St-Sauveur-lès-Bray	C	201	Pièce Michaud	4065	40
St-Sauveur-lès-Bray	C	202	Pièce Michaud	9300	93
St-Sauveur-lès-Bray	C	203	Pièce Michaud	3500	35
St-Sauveur-lès-Bray	C	204	Pièce Michaud	4290	42
St-Sauveur-lès-Bray	C	205	Pièce Michaud	1260	12
St-Sauveur-lès-Bray	C	206	Pièce Michaud	4700	47
St-Sauveur-lès-Bray	C	207	Pièce Michaud	2910	29
St-Sauveur-lès-Bray	C	208	Pièce Michaud	520	52
St-Sauveur-lès-Bray	C	210	Pièce Michaud	7720	77
St-Sauveur-lès-Bray	C	211	Pièce Michaud	755	75
St-Sauveur-lès-Bray	C	212	Pièce Michaud	1440	144
St-Sauveur-lès-Bray	C	213	Pièce Michaud	1135	113
St-Sauveur-lès-Bray	C	214	Pièce Michaud	1870	187
St-Sauveur-lès-Bray	C	215	Pièce Michaud	1230	123
St-Sauveur-lès-Bray	C	216	Pièce Michaud	1790	179
St-Sauveur-lès-Bray	C	217	Pièce Michaud	3210	321
St-Sauveur-lès-Bray	C	218	Pièce Michaud	2265	226
St-Sauveur-lès-Bray	C	219	Pièce Michaud	4125	412
St-Sauveur-lès-Bray	C	220	Pièce Michaud	4570	457
St-Sauveur-lès-Bray	C	221	Pièce Michaud	2630	263
St-Sauveur-lès-Bray	C	222	Pièce Michaud	1562	156
St-Sauveur-lès-Bray	C	223	Pièce Michaud	1016	101
St-Sauveur-lès-Bray	C	224	Pièce Michaud	1215	121
St-Sauveur-lès-Bray	C	225	Pièce Michaud	2290	229
St-Sauveur-lès-Bray	C	235	Grand Champ de Moutier	155	155
St-Sauveur-lès-Bray	C	236	Le Port aux Pierres	5135	513
St-Sauveur-lès-Bray	C	237	Le Port aux Pierres	2220	222
St-Sauveur-lès-Bray	C	238	Le Port aux Pierres	2657	265
St-Sauveur-lès-Bray	C	239	Le Port aux Pierres	2290	229
St-Sauveur-lès-Bray	C	240	Le Port aux Pierres	2035	203
St-Sauveur-lès-Bray	C	241	Le Port aux Pierres	1680	168
St-Sauveur-lès-Bray	C	242	Le Port aux Pierres	1730	173
St-Sauveur-lès-Bray	C	243	Le Port aux Pierres	13685	1368
St-Sauveur-lès-Bray	C	244	Le Port aux Pierres	3784	378
St-Sauveur-lès-Bray	C	245	Le Port aux Pierres	2413	241
St-Sauveur-lès-Bray	C	246	Le Port aux Pierres	1043	104
St-Sauveur-lès-Bray	C	247	Le Port aux Pierres	6875	687
St-Sauveur-lès-Bray	C	248	Grand Champ de Moutier	7200	720
St-Sauveur-lès-Bray	C	249	Le Port aux Pierres	2675	267
St-Sauveur-lès-Bray	C	250	Grand Champ de Moutier	3635	363
St-Sauveur-lès-Bray	C	251	Le Port aux Pierres	1980	198
St-Sauveur-lès-Bray	C	255	Grand Champ de Moutier	660	660
St-Sauveur-lès-Bray	C	256	Grand Champ de Moutier	745	745
St-Sauveur-lès-Bray	C	261	Grand Champ de Moutier	4255	425
St-Sauveur-lès-Bray	C	262	Grand Champ de Moutier	6480	648
St-Sauveur-lès-Bray	C	263	Le Port aux Pierres	5845	584
St-Sauveur-lès-Bray	C	264	Grand Champ de Moutier	2695	269
St-Sauveur-lès-Bray	C	265	Le Port aux Pierres	1607	160
St-Sauveur-lès-Bray	C	266	Grand Champ de Moutier	664	664
St-Sauveur-lès-Bray	C	267	Grand Champ de Moutier	1102	110
St-Sauveur-lès-Bray	C	298	La Large Noue	4990	499
St-Sauveur-lès-Bray	C	299 pp	La Large Noue	8055	668

St-Sauveur-lès-Bray	C	300	La Large Noue	1680	1680
St-Sauveur-lès-Bray	C	301	La Large Noue	435	435
St-Sauveur-lès-Bray	C	302	La Large Noue	558	558
St-Sauveur-lès-Bray	C	303	La Large Noue	600	600
St-Sauveur-lès-Bray	C	460	Pièce Michaud	4370	4370
St-Sauveur-lès-Bray	C	461	La Grande Prairie	330	330
St-Sauveur-lès-Bray	C	476	La Prairie	10620	10620
St-Sauveur-lès-Bray	C	490	Le Port aux Pierres	1877	1877
St-Sauveur-lès-Bray	C	508	Pièce Michaud	605	605
St-Sauveur-lès-Bray	C	523	La Prairie	330	330
St-Sauveur-lès-Bray	C	557	Le Port aux Pierres	5215	5215
St-Sauveur-lès-Bray	C	559	Le Port aux Pierres	1720	1720
St-Sauveur-lès-Bray	C	561	Le Grand Champ de Moutier	2150	2150
St-Sauveur-lès-Bray	C	563	La Prairie	695	695
St-Sauveur-lès-Bray	C	565	Le Port aux Pierres	960	960
St-Sauveur-lès-Bray	C	567	Le Port aux Pierres	5385	5385
St-Sauveur-lès-Bray	C	573	Pièce Michaud	885	885
St-Sauveur-lès-Bray	C	575	Pièce Michaud	28250	28250
St-Sauveur-lès-Bray	C	Chemin du Port aux Pierres		-	2510
				<b>TOTAL</b>	<b>646733</b>

\* : pp : pour partie

Remarque : le chemin du Port aux Pierres était inclus dans le périmètre de l'autorisation actuelle, mais n'avait pas été mentionné dans l'arrêté préfectoral.

**Tableau B : Terrains concernés par la demande d'extension**

Commune	Section	Numéro de parcelle (*)	Lieu-dit	Surface totale de la parcelle (en m <sup>2</sup> )	Surface de la demande (en m <sup>2</sup> )
St-Sauveur-lès-Bray	C	134	Le Bois de la Prairie	53530	53530
St-Sauveur-lès-Bray	C	136	Le Bois de la Prairie	560	560
St-Sauveur-lès-Bray	C	137	Le Bois de la Prairie	490	490
St-Sauveur-lès-Bray	C	138 pp	Le Bois de la Prairie	1690	1073
St-Sauveur-lès-Bray	C	139 pp	Le Bois de la Prairie	700	350
St-Sauveur-lès-Bray	C	133 pp	La Grande Prairie	150000	10555
St-Sauveur-lès-Bray	C	142 pp	Le Bois des Vergens	18060	345
				<b>TOTAL</b>	<b>66903</b>

\* : pp : pour partie

- périmètre de l'autorisation

Un plan cadastré au 1/2500 précisant le périmètre de l'autorisation est annexé au présent arrêté.

- durée de l'autorisation :

La présente autorisation est accordée pour une durée de 8 ans à compter de la notification du présent arrêté. Cette durée inclut la remise en état.

- volume et tonnage maximaux annuels de produits extraits :

Le volume maximal annuel extrait de sables et graviers est 88 000 m<sup>3</sup>, représentant un tonnage maximal annuel de 150 000 tonnes.

- tonnage total de produits à extraire autorisé :

La quantité totale à extraire autorisée est de 490 000 tonnes.

- horaires : 7 h à 18 h, sauf samedi, dimanche et jours fériés.

#### **Article I-4 : Caractéristiques de l'installation de traitement**

Sans objet (il n'y a pas d'installation de traitement sur le site)

#### **Article I-5 : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration**

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations ou équipements exploités par le titulaire de l'autorisation qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec les installations autorisées, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

### **CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article II-1 : Conformité aux dossiers**

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande en date du 22 novembre 2002, sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et des autres réglementations en vigueur.

#### **Article II-2 : Modifications**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **Article II-3 : Contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et des analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations, la réalisation de plans ou l'estimation des volumes de matériaux stockés. Ils seront exécutés par un organisme tiers qu'elle aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation sur les installations classées. Tous les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

#### **Article II-4 : Fin d'exploitation**

L'exploitant doit adresser au préfet au moins six mois avant la date d'expiration de la présente autorisation la déclaration d'arrêt définitif prévue à l'article 34-1 III du décret du 21 septembre 1977 modifié.

### Article II-5 : Accidents et incidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait des travaux. Il précise dans un rapport les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les mesures prises pour les pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

## **CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES**

### ***Section 1 : Aménagements préliminaires***

#### Article III-1 : Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

#### Article III-2 : Bornage

Les parcelles du tableau B constituant une enclave de l'ancienne carrière, il n'y a pas de nouvelle borne à placer. Néanmoins l'exploitant vérifiera qu'il y a bien sur le site :

- 1° des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- 2° le cas échéant, des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones remises en état et complètera le dispositif si nécessaire.

De plus une zone de protection sera mise en place autour de l'orme lisse et demeurera en place pendant toute la durée de l'autorisation

Un plan à jour sera adressé à l'Inspection des Installations Classées.

Les bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

#### Article III-3 : Eaux de ruissellement

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

#### Article III-4 : Accès de la carrière

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il n'aggrave pas la situation de risque pour la sécurité publique.

#### Article III-5 : Déclaration de début d'exploitation et notification de la constitution des garanties financières

Dès que les aménagements mentionnés aux articles III-1 à III-4 ci-dessus ont été réalisés, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet, en trois exemplaires, la déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23-1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé. Celle-ci est accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article 23-3 du décret n° 77-1133

et du plan de bornage prévu à l'article III-2 ci-dessus.

## ***Section 2 : Conduite de l'exploitation à ciel ouvert***

### **A - Déboisement et défrichement**

#### **Article III-6 : Déboisement et défrichement**

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichement éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation et conformément à l'arrêté préfectoral portant autorisation de défrichement.

### **B - Décapage des terrains**

#### **Article III-7 : Technique de décapage**

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la remise en état des lieux.

Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à deux mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées.

#### **Article III-8 : Patrimoine archéologique**

Concerne les parcelles du tableau B:

L'exploitation de la carrière étant susceptible d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, conformément aux dispositions des art.9 à 21 du décret 2002.89, un diagnostic sera réalisé préalablement à tout décapage de la terre végétale sur les emprises concernées puis, en fonction des résultats du diagnostic, une fouille préventive sera prescrite ou non ; dans le cadre d'une prescription de fouille, la poursuite de l'exploitation du secteur est subordonnée à l'achèvement de l'intervention archéologique.

### **C - Extraction**

#### **Article III-9 : Epaisseur d'extraction**

L'épaisseur maximale d'extraction est de 5 mètres.

Les cotes minimales NGF d'extraction sont de 48 m.

#### **Article III-10 : Front d'exploitation**

Les fronts d'exploitation auront une pente maximale de 45°.

#### **Article III-11 : Extraction en nappe alluviale**

**Prescriptions relatives à la préservation du champ d'inondation :**

Durant toute la durée de l'exploitation, les aires de stockage des terres et matériaux ne pourront être orientées transversalement au sens d'écoulement des eaux de crue (période de stockage du 1<sup>er</sup> avril au 30 octobre 2002 tolérée en zone inondable : merlons orientés longitudinalement au sens d'écoulement des eaux). Le plan d'implantation des aires de

stockage devra être approuvé par le Service de la Navigation de la Seine avant exploitation.

Hors de la période tolérée, aucun dépôt ne pourra être effectué et les matériaux qui y subsisteront, devront être repoussés dans la fouille et arasés au niveau primitif des terrains avant exploitation. Les chemins d'accès à l'exploitation pourront être rehaussés sans être équipés d'ouvrage de décharge.

Durant toute la période de l'exploitation, le pétitionnaire ne pourra supprimer même momentanément les zones d'écoulement préférentielles (ruisseau, noue,...).

Toutes constructions, plantations, clôtures... devront faire l'objet d'une autorisation préalable du Service de la Navigation de la Seine.

Après exploitation, toutes constructions (vestiaires, bureaux,...) devront être démolies. Les matériaux non enlevés devront être repoussés dans la fouille et arasés au niveau des terrains avant exploitation.

Les plans définitifs de remise en état et d'aménagement de l'exploitation devront être soumis pour accord au Service de la Navigation de la Seine avant toute exécution.

Après exécution des travaux de remise en état et d'aménagement de l'exploitation, les plans de récolement de ces travaux devront être adressés sur un plan topographique du terrain rattaché au nivellement général de la France (système NGF Normal).

#### **Prescriptions relatives à la préservation du domaine public fluvial**

Préalablement à l'exploitation, il devra être procédé contradictoirement à la délimitation du domaine public fluvial.

Les travaux devront être conduits de manière à maintenir entre la crête de berge de l'exploitation et la limite du domaine public fluvial, une distance qui ne sera en aucun cas inférieure à 11,70 m.

Pendant toute la durée de l'exploitation, la continuité de la servitude de marchepied de 3,25 m devra être assurée.

#### **Prescriptions relatives à l'usage du domaine public fluvial**

Toute installation de matériel fixe ou mobile sur le domaine public fluvial devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Service de la Navigation de la Seine.

#### **Prescriptions relatives à la préservation de la qualité des eaux de la Seine**

Tout prélèvement d'eau effectué dans la rivière et sa nappe d'accompagnement devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Service chargé de la Police des Eaux.

Le système de pompage pour le rabattement partiel de la nappe devra être équipé d'un système de décantation comme indiqué dans le dossier.

#### **Article III-12 : Exploitation dans la nappe phréatique**

Dans le cas où l'exploitation de la carrière est conduite dans la nappe phréatique, des mesures tendant au maintien de l'hydraulique et des caractéristiques écologiques du milieu sont prescrites.

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage et la remise en état est autorisé avec une pompe électrique d'un débit maximum de 1000 m<sup>3</sup>/h. Une digue de 10 m de

large en crête et de 300 m de long, isolera la zone à rabattre du plan d'eau existant de 22 ha où les eaux de pompage seront rejetées. L'emplacement de cette digue sera l'un des derniers à être remis en état

Une échelle limnimétrique sera implantée dans la fouille en rabattement. La cote minimale de rabattement est de 51,90 m

#### Article III-13 : Abattage à l'explosif

Sans objet

### **D – Remise en état**

#### Article III-14 : Remise en état du site

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Les opérations d'extraction et de remise en état sont réalisées conformément au dossier de demande et aux plans de phasage et de remise en état annexés au présent arrêté.

L'extraction de matériaux commercialisables doit cesser au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation.

Elle comporte notamment les dispositions suivantes :

- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.
- Les opérations de remise en état sont effectuées de façon coordonnée suivant les phases définies dans l'étude d'impact et au schéma d'exploitation et de remise en état joint à la demande et à l'arrêté. La phase n+2 ne peut être entamée que lorsque la phase n est remise en état. L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

#### Reboisement

Le bouleau verruqueux et le charme seront exclus de la liste des espèces forestières à introduire. Le merisier sera installé à l'état disséminé. Un plan schématique de répartition des essences sera adressé pour accord à la DDAF.

Les plans auront une densité de 1333 tiges à l'hectare. Les plantations seront réalisées au plus tard 5 ans après la date de notification du présent arrêté

Un taux de reprise de 80 % devra être constaté 3 ans après les plantations.

#### Renforcement des massifs ornementaux

Les essences retenues pour le renforcement des massifs ornementaux sont :

Erable champêtre et Frêne commun, Cornouiller sanguin, Noisetier, Fusain d'Europe, Troène commun, Viorne mancienne, Viorne obier.

### Article III-15 : Remblayage de la carrière

apport extérieur interdit.

### Article III-16 : Interdiction d'accès

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation et des pistes. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre clôturé.

### Article III-17 : Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

## **Section 4 : Plans**

### Article III-18 : Plans

Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- la position des éléments visés à l'article III-17 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...). Il sera notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site ainsi que le volume des vides à combler.

Une copie de ce plan certifié et signé par l'exploitant et ses annexes sont adressés à

l'inspection des installations classées au plus tard le 1<sup>er</sup> février de l'année N+1.

## **CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS**

### **Article IV-1 : Dispositions générales**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

### **Article IV-2 : Intégration dans le paysage**

I - L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments sont entretenus en permanence.

Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (eau d'exhaure vers plan d'eau existant).

Les surfaces en dérangement ( zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état ) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Il est interdit de stocker sur le site de la carrière des matériaux autres que des matériaux issus du site.

II - Des mesures efficaces visant à réduire l'impact visuel sont adoptées, en particulier :

-un merlon de terre végétale engazonné le long de la route départementale au Sud.

### **Article IV-3 : Pollution des eaux**

#### **IV-3-1 Prévention des pollutions accidentelles**

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

I.1 - Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche couverte entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Toute fuite sur un engin ou un véhicule implique sa mise à l'arrêt et la réparation immédiate qui s'impose. Les entretiens et réparations s'effectueront dans les installations des Ormes Sur Voulzie.

Chaque engin est pourvu d'un kit antipollution contenant des produits absorbants.

II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

III - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

#### IV-3-2 Rejets d'eau dans le milieu naturel

##### IV-3-2-1 Eaux de procédés des installations (sans objet).

##### IV-3-2-2 Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)

Il n'y a pas de rejet en dehors du site.

I - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

PARAMETRES	CARACTERISTIQUES	NORME DE REFERENCE
pH	5,5 < pH < 8,5	
Température	< 30° C	
MEST	< 35 mg/l	NFT 90-105
DCO sur effluent non décanté	< 125 mg/l	NFT 90-101
Hydrocarbures	< 10 mg/l	NFT 90-114

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

II - Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

III - Les eaux de rabattement de nappe sont rejetées dans un plan d'eau à l'intérieur de la carrière.

L'exploitant fait procéder à un contrôle tous les ans des rejets aqueux sur les paramètres suivants : pH, température, MEST, DCO, hydrocarbures ainsi que du débit. Les résultats sont consignés dans un registre et un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année suivante.

#### Article IV-4 : Pollution de l'air

I - L'exploitant prend les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

II – Installations de traitement des matériaux :

sans objet

#### Article IV-5 : Incendie et explosion

La carrière est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

#### Article IV-6 : Déchets

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

#### Article IV-7 : Bruits et vibrations

L'exploitation de la carrière est conduite de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques nuisibles pour la santé du voisinage ou susceptibles de compromettre sa sécurité ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

##### **IV-7-1 Bruits**

En dehors des tirs de mines, les bruits émis par la carrière ne doivent pas être à l'origine d'émissions sonores générant une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible de 7h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible de 22 h à 7 h dimanches et jours fériés
Supérieur à 35dB (A) mais inférieur à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel ( en absence de bruits générés par l'établissement).

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminer de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :

Niveau maximum en dB(A) admissible en limite de propriété	
de 7 h à 22 h	de 22 h à 7 h
70 dB (A)	dB (A) pas d'activité.

Lorsque plusieurs installations classées sont situées à l'intérieur du même établissement, le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris le bruit émis par les véhicules et engins respecte les valeurs ci dessus.

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30% de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes définies dans le tableau ci-dessus.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22 octobre 1989, doivent avant le 22 octobre 1997, répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95.76 du 23 janvier 1995.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Un contrôle des niveaux sonores conforme à la méthode de mesure définie à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 est effectué au frais de l'exploitant dès l'ouverture de la carrière et puis tous les ans. Un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année suivante.

#### **IV-7-2 Vibrations**

##### **I - Vibrations dues aux tirs de mines**

sans objet

II - En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire n°86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

#### **Article IV-8 : Transport des matériaux**

Les matériaux sont acheminés par camions vers l'installation de traitement des Ormes Sur Voulzie.

### **CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES**

#### **Article V-1 : Montant des garanties financières**

La durée de l'autorisation est divisée en période quinquennale. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale

pour chacune de ces périodes est :

PERIODE	T1	T2
Montant des garanties financières	250 404 € TTC	200 928 € TTC
S1 maximal	2,9215 ha	1 ha
S2 maximal	6,7715 ha	7,2 ha
L maximal	2011 m	800 m

Le montant des garanties financières est calculé suivant les dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

S1 = surface occupée par l'atelier, les pistes et les stocks de terres.

S2 = surface en chantier en cours d'exploitation, de décapage, de remise en état..

S3 ou L = longueur des berges non réaménagées ou en cours de reprofilage.

Le coût des opérations de remise en état, calculé suivant les dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 10 février 1998 susvisé, ne doit jamais excéder les montants fixés ci-dessus.

#### **Article V-2 : Renouvellement des garanties financières**

Les garanties financières sont renouvelées au moins sept mois avant leur échéance.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.

#### **Article V-3 : Modalités d'actualisation du montant des garanties financières**

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TPO1. (Valeur de l'indice TPO1 au 11/2002  $\approx$  474,5).

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15% de l'indice TPO1 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation.

Sans préjudice des dispositions de l'article V-2 ci-dessus, le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressé au préfet.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

#### **Article V-4 : Modifications conduisant à une augmentation des garanties financières**

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

#### **Article V-5 : Absence de garanties financières**

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514.1 du Code de l'environnement.

#### **Article V-6 : Appel aux garanties financières**

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L 514.1 du Code de l'environnement.;

- soit en cas de disparition de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

#### **Article V-7 : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières**

L'exploitant fournira au 1er février de l'année N+1 les valeurs maximales de S1, S2 et S3 (ou L) de l'année N.

### **CHAPITRE VI : DOCUMENTS À TRANSMETTRE**

Le présent chapitre récapitule les documents que l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées.

<b>Articles</b>	<b>Documents</b>	<b>Echéance</b>
III-19	Plan de la carrière et annexes	1 <sup>er</sup> février année n+1
IV-3-2-2	Contrôle des effluents aqueux	1 <sup>er</sup> février année n+1
IV-4-11	Contrôle des émissions de poussières	1 <sup>er</sup> février année n+1
IV-4-III	Contrôle des retombées de poussières	sans objet
IV-7-1	Contrôle des niveaux sonores	1 <sup>er</sup> février année n+1
IV-7-2-1	Contrôle des vibrations dues aux tirs de mines	sans objet
V-7	Suivi des garanties financières	1 <sup>er</sup> février année n+1

### **CHAPITRE VII : DISPOSITIONS FINALES**

#### **Article VII-1 : Annulation, déchéance**

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

#### **Article VII-2 : Sanctions**

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les articles L142.1, L142.2, L216-6, L216-13, L514.9, L514.10, L514.11, L514.12, L514.13, L514.14, L514.15, L514.18, L514.1, L514.2, L514.3, L541-46, L541-47 du Code de l'Environnement.

### Article VII-3 : Information des tiers

Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée en mairie de Saint-Sauveur Les-Bray et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de Saint-Sauveur-Les-Bray pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis relatif à cette autorisation sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Le présent arrêté est inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

### Article VII-4 : Remise en état des voiries

La contribution de l'exploitant à la remise en état de voiries départementales et communales est fixée par les textes législatifs et réglementaires en vigueur relatifs à la voirie des collectivités locales, notamment l'article L141-9 du code de la voirie.

### Article VII-5 : Autres réglementations

La présente autorisation est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables et notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, aux installations classées pour la protection de l'environnement, à la voirie des collectivités locales, à la lutte contre la pollution et aux découvertes archéologiques fortuites.

### Article VII-6 : Délais et voies de recours

(Article L 514.6 du code de l'environnement)

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif :

1°/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié ;

2°/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511.1 du code de l'environnement, dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'Etat dans le département.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article VII.7 - Destinataires

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- Société Les Sablières de Saint-Sauveur
- Monsieur le Sous-Préfet de Provins,
- Messieurs les Maires de, Saint-Sauveur-les-Bray, Balloy, Bazoches-les-Bray, Bray-sur-Seine, Egligny, Les Ormes-sur-Voulzie, Luisetaine, Mousseaux-les-Bray, Mouy-sur-Seine et Vimpelles,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France,
- Monsieur le Conservateur Régional de l'archéologie de la Région Ile de France,
- Monsieur le Directeur de France Télécom des lignes de Fontainebleau-Vulaines,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement d'Ile de France, Cachan,
- Monsieur l'Ingénieur en Chef de la Navigation de la Seine,
- Monsieur le Chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Paris,
- Monsieur le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Savigny le Temple,
- Chrono,

Fait à Melun, le 20 juin 2003

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Signé : Jean-François SAVY

POUR AMPLIATION  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Chef de Bureau



Catherine BONNEAU

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER .....</b>	<b>3</b>
<u>Article I-1</u> : Autorisation.....	3
<u>Article I-2</u> : Rubriques de classement au titre des Installations classées.....	3
<u>Article I-3</u> : Caractéristiques de la carrière .....	3
<u>Article I-4</u> : Caractéristiques de l'installation de traitement .....	7
Sans objet (il n'y a pas d'installation de traitement sur le site).....	7
<u>Article I-5</u> : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration.....	7
<b>CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>7</b>
<u>Article II-1</u> : Conformité aux dossiers.....	7
<u>Article II-2</u> : Modifications.....	7
<u>Article II-3</u> : Contrôles et analyses .....	7
<u>Article II-4</u> : Fin d'exploitation.....	7
<u>Article II-5</u> : Accidents et incidents .....	8
<b>CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES .....</b>	<b>8</b>
SECTION 1 : AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES.....	8
<u>Article III-1</u> : Information du public.....	8
<u>Article III-2</u> : Bornage.....	8
<u>Article III-3</u> : Eaux de ruissellement .....	8
<u>Article III-4</u> : Accès de la carrière.....	8
<u>Article III-5</u> : Déclaration de début d'exploitation et notification de la constitution des garanties financières .....	8
SECTION 2 : CONDUITE DE L'EXPLOITATION À CIEL OUVERT .....	9
<u>Article III-6</u> : Déboisement et défrichement .....	9
<u>Article III-7</u> : Technique de décapage .....	9
<u>Article III-8</u> : Patrimoine archéologique.....	9
<u>Article III-9</u> : Epaisseur d'extraction .....	9
<u>Article III-10</u> : Front d'exploitation .....	9
<u>Article III-11</u> : Extraction en nappe alluviale .....	9
<u>Article III-12</u> : Exploitation dans la nappe phréatique .....	10
<u>Article III-14</u> : Remise en état du site .....	11
<u>Article III-15</u> : Remblayage de la carrière.....	12
<u>Article III-17</u> : Distances limites et zones de protection .....	12
SECTION 4 : PLANS.....	12
<u>Article III-18</u> : Plans.....	12
<b>CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS .....</b>	<b>13</b>
<u>Article IV-1</u> : Dispositions générales .....	13
<u>Article IV-2</u> : Intégration dans le paysage .....	13
<u>Article IV-3</u> : Pollution des eaux .....	13
<u>Article IV-4</u> : Pollution de l'air .....	15
<u>Article IV-5</u> : Incendie et explosion .....	15
<u>Article IV-6</u> : Déchets .....	15
<u>Article IV-7</u> : Bruits et vibrations.....	15

<b><u>Article IV-8 : Transport des matériaux</u></b> .....	16
<b>CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRE</b> .....	16
<b><u>Article V-1 : Montant des garanties financières</u></b> .....	16
<b><u>Article V-2 : Renouvellement des garanties financières</u></b> .....	17
<b><u>Article V-3 : Modalités d'actualisation du montant des garanties financières</u></b> .....	17
<b><u>Article V-4 : Modifications conduisant à une augmentation des garanties financières</u></b>	17
<b><u>Article V-5 : Absence de garanties financières</u></b> .....	17
<b><u>Article V-6 : Appel aux garanties financières</u></b> .....	18
<b><u>Article V-7 : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières</u></b>	18
<b>CHAPITRE VI : DOCUMENTS À TRANSMETTRE</b> .....	18
<b>CHAPITRE VII : DISPOSITIONS FINALES</b> .....	18
<b><u>Article VII-1 : Annulation, déchéance</u></b> .....	18
<b><u>Article VII-2 : Sanctions</u></b> .....	18
<b><u>Article VII-3 : Information des tiers</u></b> .....	19
<b><u>Article VII-4 : Remise en état des voiries</u></b> .....	19
<b><u>Article VII-5 : Autres réglementations</u></b> .....	19
<b><u>Article VII-6 : Délais et voies de recours</u></b> .....	19